



Consultation n°2025VN000290

**VILLE DE NANTES**

**DIRECTION NATURE ET JARDINS**

Marché de TRAVAUX

**AMÉNAGEMENT DU PARC DE L'AMANDE À NANTES**

## **RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION**

***Procédure Adaptée Ouverte***

*(Article R2123-1 du code de la commande publique )*

Procédure entièrement dématérialisée depuis <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>  
(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)

La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence (A.A.P.C.)

**Un visite facultative pourra être réalisée par les candidats (cf. art. 1.1)**

## **ARTICLE 1 - Objet de la consultation**

### **1.1 - Objet de la consultation**

La présente consultation porte sur l'aménagement du parc de l'Amande à Nantes.

**Il s'agit d'un marché ordinaire.**

#### **Visite facultative**

Dans le cadre de cette consultation, et bien que cela ne soit en rien une obligation mais fortement conseillé pour la compréhension du projet, les candidats peuvent procéder à une visite des lieux d'exécution des prestations/travaux.

Afin de convenir d'une date de visite, les candidats prendront contact avec :

**Monsieur Sébastien FLOCH**

Service Études et paysage - Direction Nature & Jardins

Mobile : 07 71 50 86 69

Courriel : [sebastien.floch@mairie-nantes.fr](mailto:sebastien.floch@mairie-nantes.fr)

**ET**

**Monsieur Olivier BAERT**

MAP Paysagistes

Mobile : 02 51 84 09 14

Courriel : [map@map-paysagistes.fr](mailto:map@map-paysagistes.fr)

Lieu du RdV : Devant la MANO Nantes Nord – 3 rue Eugène Thomas 44300 Nantes

### **1.2 - Mode de consultation**

Procédure Adaptée Ouverte (art. R2123-1 du Code de la commande publique )

### **1.3 - Décomposition de la consultation**

Aucun allotissement n'est prévu dans la mesure où les prestations ne présentent aucune singularité technique et qu'il est nécessaire de préserver l'homogénéité technique globale du marché.

### **1.4 – Groupement d'entreprises**

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. **Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.**

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

## 1.5 - Nomenclature

|  |   |
|--|---|
| <b>Famille<br/>Nomenclature achats interne</b> | Travaux (Unité fonctionnelle)   |
| <b>Code CPV</b>                                | 45112700-2 Travaux d'aménagement paysager<br>45112723-9 Travaux d'aménagement paysager de terrain de jeux<br>45112500-0 Travaux de terrassement<br>45316110-9 Installation de matériel d'éclairage public |

## 1.6 – Clause obligatoire d'insertion professionnelle

Le Donneur d'Ordre est engagé dans une démarche volontaire de promotion de l'emploi et lutte contre l'exclusion. Le cahier des charges du présent marché intègre une condition d'exécution liée à l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi en application des articles L2111-1 et L2112-2 du code de la commande publique. L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés d'insertion particulières selon le nombre d'heures minimal d'insertion défini au CCAP du présent marché.

L'article du CCAP relatif aux conditions particulières d'exécution de la clause sociale précise à cet égard les différentes modalités envisageables de mise en œuvre de cette action d'insertion.

Pour tout renseignement complémentaire, il est possible de contacter la Mission Insertion Professionnelle par les clauses sociales :

**Mission Insertion Professionnelle par les clauses sociales de Nantes Métropole**

**Service Emploi et Insertion / Direction Économie et Emploi Responsables**

**Tél. : 02 40 99 32 91 - [clausesociale@nantesmetropole.fr](mailto:clausesociale@nantesmetropole.fr)**

**2 cours du Champ de Mars – 44923 NANTES cedex 9**

## ARTICLE 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Durée – Délais d'exécution

La durée du marché est confondue avec les délais d'exécution.

Les délais d'exécution sont stipulés à l'acte d'engagement.

### 2.2- Variantes facultatives et obligatoires

Le choix par l'acheteur de retenir une variante (quelle soit facultative ou obligatoire) découlera strictement de l'application des critères d'attribution visés à l'article 5 ci-dessous qui permettra de considérer qu'elle est économiquement la plus avantageuse parmi l'ensemble des offres de base et des variantes (facultatives et obligatoires) présentées.

#### 2.2.1 – Variantes facultatives (à l'initiative du candidat)

Les variantes ne sont pas acceptées.

#### 2.2.2 – Variante obligatoire - Prestation technique alternative (au sens de l'art. R2151-9 du Code de la commande publique)

Aucune Prestation technique alternative (P.T.A.) - variante obligatoire n'est prévue.

### 2.3- Prestation supplémentaire éventuelle

Aucune Prestation supplémentaire éventuelle (P.S.E.) n'est prévue.

#### 2.4- Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **7 mois** à compter de la date limite de remise des offres.

#### **ARTICLE 3 – Contenu du dossier de consultation (DCE)**

Le DCE contient les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de consultation (R.C.) et son annexe « Dématérialisation »
- L'Acte d'engagement (A.E.) et son annexe
- Le Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes
- Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U.), assorti d'un Détail quantitatif estimatif (D.Q.E)
- Plans

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard **8 jours** avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

#### **ARTICLE 4 - Présentation des candidatures et des offres électroniques**

Les candidatures et les offres des concurrents seront rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française et exprimées en EUROS.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants.

##### 4.1 - Contenu de la candidature électronique

| <b>Pièces à remettre au titre de la candidature<br/>(aucune signature n'est exigée à ce stade)</b>   |
|--|
| <b>Renseignements relatifs à la situation juridique</b>  |
| <b>Formulaire DC1* (Lettre de candidature)</b> , que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement   |
| <b>Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat</b>   |
| Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles               |
| Preuve d'une assurance pour les risques professionnels   |
| <b>Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelles</b>                                   |
| Effectifs moyens annuels du candidat et importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années  |
| Références du candidat effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public) |

| Certificat de qualifications  |
|---|
| <p><b>Label QUALIPAYSAGE</b></p> <p>Les candidats peuvent produire la qualification demandée ou apporter par tout moyen la preuve d'une capacité équivalente. Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence, le pouvoir adjudicateur acceptant tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres États membres.</p> |

\*disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus, sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R2143-4 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R2143-13 et R2143-14 du même Code.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

#### 4.2 - Contenu de l'offre électronique

| Pièces à produire au titre de l'offre<br>(aucune signature n'est exigée à ce stade)   |
|---|
| <p><b>L'Acte d'engagement (A.E.) et son éventuelle annexe</b>, dûment complété par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat</p>  |
| <p>En cas de déclaration de sous-traitance, un formulaire <b>DC4</b> (<a href="http://www.economie.gouv.fr">www.economie.gouv.fr</a>) dûment renseigné</p>  |
| <p><b>Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U) - Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.)</b>, dûment complété (il est précisé que le D.Q.E. est dénué de toute valeur contractuelle et n'a d'autre finalité que celle de permettre le jugement des offres).</p> <p><i>Ce document sera impérativement déposé en format modifiable.</i></p>   |
| <p><b>Le mémoire technique au sein duquel le candidat précisera :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Les moyens humains affectés à la réalisation des travaux (composition et adéquation de l'équipe, expérience et qualification des intervenants, interlocuteur dédié...) et des moyens matériels dédiés à la réalisation des travaux (type, caractéristiques, nombre...);</li> <li>➤ La méthodologie de mise en œuvre du chantier et le mode de réalisation des travaux (procédés d'exécution sur site, plans, modes opératoires, enchaînement des tâches, mesures de sécurité, méthodologie d'interventions à proximité d'arbres...);</li> <li>➤ Le planning prévisionnel d'exécution par rapport aux délais et contraintes de l'opération (planning détaillant l'enchaînement entre les tâches, les délais de livraison ainsi que les délais phase préparatoire / phase travaux et les moyens affectés);</li> <li>➤ Les mesures prises, dans le cadre du chantier, quant au choix des matériaux (utilisation de matériaux recyclés ou éco-certifiés, approvisionnement local, <i>plantes label Végétal Local ou équivalent</i>) et à la gestion des déblais (valorisation de matériaux in situ, utilisation d'un stock de ré-emploi...);</li> <li>➤ Les moyens mis en œuvre, pendant l'exécution du chantier, pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub> (choix des engins, carburants alternatifs, optimisation des déplacements) et les nuisances sonores</li> </ul> |

et poussières (procédures, matériels adaptés, arrosage, bâchage...)

**Remarque** : seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres. Tout pli déposé sera considéré comme une offre.

## **ARTICLE 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres**

**Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont** : aptitude à exercer l'activité professionnelle, capacité économique et financière, capacités techniques et professionnelles

**Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :**

| <b>Critères</b>   | <b>Coefficient</b> |
|---|--------------------|
| <b>Prix des prestations</b>   | <b>40</b>          |
| <b>Valeur technique</b>   | <b>50</b>          |
| <b>Sous-critère 1</b> : Qualité et cohérence des moyens humains affectés à la réalisation des travaux ( <i>composition et adéquation de l'équipe, expérience et qualification des intervenants, interlocuteur dédié...</i> ) et des moyens matériels dédiés à la réalisation des prestations ( <i>type, caractéristiques, nombre...</i> ) | 20                 |
| <b>Sous-critère 2</b> : Pertinence de la méthodologie de mise en œuvre du chantier et qualité du mode de réalisation des travaux ( <i>procédés d'exécution sur site, plans, modes opératoires, enchaînement des tâches, mesures de sécurité, méthodologie d'interventions à proximité d'arbres.....</i> )                                 | 20                 |
| <b>Sous-critère 3</b> : Pertinence du planning prévisionnel d'exécution par rapport aux délais et contraintes de l'opération ( <i>planning détaillant l'enchaînement entre les tâches, les délais de livraison ainsi que les délais phase préparatoire / phase travaux et les moyens affectés</i> )                                       | 10                 |
| <b>Performances environnementales</b>   | <b>10</b>          |
| <b>Sous-critère 1</b> : Mesures prises, dans le cadre du chantier, quant au choix des matériaux et des plantes ( <i>utilisation de matériaux recyclés ou éco-certifiés, approvisionnement local, plantes label Végétal Local ou équivalent</i> )  | 5                  |
| <b>Sous-critère 2</b> : Moyens mis en œuvre, pendant l'exécution du chantier, pour réduire les émissions de CO <sub>2</sub> ( <i>choix des engins, carburants alternatifs, optimisation des déplacements</i> ) et les nuisances sonores et poussières ( <i>procédures, matériels adaptés, arrosage, bâchage...</i> )                      | 5                  |

Chaque critère et sous critère sera noté sur 5.

## **Incohérences constatées dans les prix**

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le Bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. C'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions du B.P.U.. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente ».

## **Négociation et régularisation**

Dans un premier temps, et si l'acheteur le souhaite, il pourra être demandé aux soumissionnaires concernés de rendre leurs offres régulières.

Dans un deuxième temps, et après une première analyse des offres, l'acheteur se réserve la possibilité d'engager une négociation sous réserve de disposer d'un nombre d'offres suffisant, avec les **3 offres** les mieux classées au vu de cette première analyse.

Cette négociation aura pour objectif d'optimiser les offres tant d'un point de vue qualitatif et technique que financier.

L'absence de réponse d'un candidat à cette invitation dans le délai imparti emporte le maintien de son offre initiale dans toutes ses composantes.

La négociation sera menée dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats via la messagerie sécurisée. Les modalités de cette négociation seront précisées dans l'invitation à négocier.

#### **ARTICLE 6 - Documents à produire par l'attributaire**

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R2143-6 et R2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminé en application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L2141-7 à L2141-10 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L2141-11 du code de la commande publique l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

#### **ARTICLE 7 - Renseignements complémentaires**

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats devront transmettre impérativement leur demande écrite 6 jours au plus tard avant la date limite des offres par l'intermédiaire du profil d'acheteur : **<https://marchespublics.nantesmetropole.fr>**

Une réponse sera alors adressée depuis le profil acheteur au plus tard 4 jours avant la date limite de remise des offres.

**En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt**  
**[contact.marches@nantesmetropole.fr](mailto:contact.marches@nantesmetropole.fr)**